



## **EMPLOI AU MINEFI : LE JEU DE MASSACRE CONTINUE !**

Le 15 janvier 2009 les organisations syndicales sont convoquées pour un CTPL.  
Au menu 4 suppressions d'emplois qui viennent s'ajouter aux 26 emplois supprimés depuis 2002.

Dans la filière fiscale ce sont 10 emplois qui passent à la trappe pour la seule année 2009.

Ces suppressions d'emplois vont encore affaiblir les missions de service public en aggravant du même coup nos conditions de travail.

Le mois de juin 2008 avait fait apparaître le ras-le-bol des personnels devant la mise en place de la RGPP et de la loi de mobilité qui n'ont pour but que de liquider le statut général du fonctionnaire.

Les agents du Trésor et des impôts avaient massivement participé à ce mouvement de protestation.

Six mois après M.Woerth persiste avec une nouvelle purge au MINEFI.

Le préfet des Hautes Pyrénées dans un document de novembre 2008 résumait l'enjeu de la réforme (la RGPP) : « Comment travailler plus vite...avec moins d'effectifs. »

Ces réformes, le manque d'effectifs fragilisent le service public? Qu'importe !

A l'hôpital les sous-effectifs mettent en jeu la vie des malades?

M. Sarkozy répond aux infirmières or-ga-ni-sez vous !

Dans l'éducation nationale alors même que les effectifs scolaires sont en hausse le Ministre répond par des suppressions d'emplois massives et la remise en cause des RASED ( Réseau spécialisé dans l'accueil des élèves en grande difficulté ).

13 emplois seront ainsi supprimés en 2009 dans notre département alors que les effectifs scolaires augmentent de 68 élèves.

Les suppressions d'emplois n'ont aucune rationalité, il s'agit ni plus ni moins que d'appliquer un dogme libéral qui vise à casser les services publics. Le ministère des finances n'échappe pas à cette néfaste logique.

De même, en matière de pouvoir d'achat, alors que le point d'indice a perdu 10 % sur les 8 dernières années les Ministres répondent par la mise en concurrence entre les personnels et la mise en place de primes dites de rentabilité.

En cette période de vœux présidentiels, gouvernementaux et directionnels les personnels n'ont que faire de boniments et de bons mots .

On nous dit que les caisses sont vides pour l'école, pour l'hôpital, pour les services publics et l'ensemble des salariés de ce pays mais on continue d'arroser les plus favorisés de cadeaux fiscaux en tout genre ( bouclier fiscal et autre joyeusetés pour 15 milliards d'euros ) et on assure le système bancaire d'apports en fonds publics à hauteur de 40 milliards d'euros et de la garantie de l'Etat pour 320 milliards d'euros.

Dans ces conditions il est hors de question de participer à un CTPL qui ne serait qu'une mascarade de dialogue social.

**Nous ne cautionnerons pas le massacre de nos emplois !**

Devant la gravité des coups portés à nos emplois, à nos salaires, aux services publics, l'heure est à la résistance pour d'autres alternatives.

Le 29 janvier les huit organisations syndicales de la fonction publique et interprofessionnelles appellent tous les salariés du pays à une riposte forte, unitaire et prolongée.

**C'est dans cette voie qu' il faut pousser pour faire entendre raison à notre administration et à ce gouvernement de casse sociale !**

**Les personnels et les organisations syndicales de la DGFIP des Hautes Pyrénées s'y emploieront.**